

La violence refusée des *indignados* espagnols

Jérôme FERRET

Les « indignés » dans la dynamique de la critique sociale post-transitionnelle en Espagne : une énigme

En intégrant le cas des « indignés » espagnols dans une analyse générale de la transformation de la violence politique en Espagne, notre projet est de comprendre pourquoi ils n'utilisent pas la violence alors qu'elle constitue un répertoire d'action très fréquent dans l'histoire politique espagnole (Arostégui, 1994) depuis le milieu du XIX^e siècle (Genyies, 2000). En effet, depuis cette époque, la société civile espagnole se trouve confrontée à des cycles récurrents de mobilisation/répression violents qui ont fait de l'armée et des polices, autoritaires centralisées puis régionalisées, des acteurs centraux du jeu politique. Dans une perspective beaucoup plus immédiate cette fois, il faut préciser que ce moment « indignés » intervient après une période historique postfranquiste où les réactions collectives aux profonds changements sociaux et culturels du pays sont enfermées dans deux représentations dominantes oscillant entre la surmédiatisation d'une violence juvénile de rue (essentiellement dans les contextes nationalistes périphériques : Catalogne, Pays basque) et le constat d'une supposée apathie

démocratique d'une « jeunesse endormie » par la démocratisation. Médias et mondes politiques n'ont eu de cesse de concentrer leur attention sur des violences de rue structurées et des affrontements systématiques entre police et jeunes nationalistes radicaux au Pays basque depuis les années 1990 (Ferret, 2012). Plus récemment encore, l'attention s'est centrée sur des conduites racistes de collectifs d'habitants et de jeunes Espagnols dans certains quartiers ou zones rurales depuis 1999, sur de violents affrontements survenus lors des rassemblements alter-globaux au début des années 2000 (Juris, 2010), et lors d'occupations d'universités en mars 2009 (Ferret, 2012) ou enfin des violences destructrices survenues à la fin des grèves générales depuis 2010. Dans un mouvement tout à fait inverse, d'aucuns ont pu déplorer une léthargie malade des jeunes Espagnols, mythifiant au passage les anciennes luttes et mobilisations antifranquistes des années 1960 et 1970 (Funes Rivas, 2006).

On peut d'abord dire, en écho à cette histoire longue ou plus immédiate, que les indignés espagnols ont au moins réussi à réintroduire la politique conventionnelle (Tilly et Tarrow, 2008) dans l'espace juvénile et à se faire labelliser comme un mouvement pacifique, réussissant ainsi à reléguer la violence à la marge, en tous les cas dans les représentations collectives. L'image de la mobilisation a été relativement contrôlée dans les discours officiels des porte-parole, surtout quand on s'aperçoit que la violence est bien présente chez les indignés, quelle que puisse être l'histoire officielle. Elle est catégoriquement *refusée* dans le manifeste fondateur, quitte à entraîner de dures critiques de la part de militants radicaux traditionnels qui dénoncent un mouvement esthétisant (Postill, 2013; Nega, 2011)¹.

1. Pour résumer, trois critiques principales sont faites aux indignés. Premièrement, ils sont moqués pour leur obsession pathologique de la non-violence ; non pas une non-violence comparable aux mouvements de *civil rights* des années 1960 aux États-Unis, mais plutôt une non-violence « décaféinée ». Pour certains radicaux, la notion de non-violence du 15-M (le mouvement est né le 15 mai 2011 d'où ce nom qu'on lui a ensuite appliqué) correspond à une labellisation des grands médias espagnols. Deuxièmement,

les indignés ne s'attaquent pas à la racine des problèmes en proposant des slogans naïfs comme « pour une justice juste ». Les références intellectuelles des leaders indignés seraient davantage tournées vers des personnalités médiatiques plutôt que vers de grandes figures du passé, Marx, Mao ou Marcuse (ou Debord, Foucault ou Sartre). Enfin, le 15-M souffrirait d'une culture de l'immédiateté, esclave de l'éphémère, se contentant de publier de petits livres sans lendemain.

Les aveuglements possibles

Le moment « indignés » peut ainsi sonner comme un réenchâtement politique, un réveil démocratique non violent contrôlé de bout en bout par des leaders et des animateurs dotés d'un capital politique et de visibilité inédits (de nouveaux leaders cyberactivistes, anonymes, horizontaux). Ces derniers agissaient selon les principes d'une intelligence collective, une stratégie claire, pacifiée, fondée sur une maîtrise des réseaux sociaux contre les vieilles organisations, animée par une conscience vraie alertée par un sentiment d'urgence. Mais cette présentation officielle n'est pas sans poser problème. Elle évacue tout simplement le travail sociologique. Distinguer *a priori* le cas des indignés peut revenir à le classer dans la famille de la « bonne action collective », originale, éclairée, pacifique, intelligente, portée par des gens qui ont une culture, de la culture, et à tenir d'autres mouvements, portés par d'autres sujets, pour violents en eux-mêmes, animés par une passion aveugle, nationaliste par exemple. Bref, et c'est un point crucial quand on situe l'analyse en Espagne, cela équivaut à tomber dans un jeu distinctif très puissant qui oppose par exemple Madrid, l'origine de la mobilisation, et les périphéries, les « civilisés » et les « violents nationalistes » du Pays basque ou les « antisystèmes » ou nationalistes radicaux de Catalogne. Ce raisonnement est bien sûr biaisé car d'un côté, on ne voit pas assez de sujets et trop de violence et de l'autre, chez les indignés, pas assez de violence et trop de sujets, ce qui démontre la force des cadrages intellectuels, médiatiques et bureaucratiques au moment de définir le sens de telle ou telle conduite collective de crise.

Une thèse

Sans présager ni de la nature profonde ni de la pérennité d'une telle conduite collective et en évitant ainsi le travers transitologique (Larzillière, Petric et Wieviorka, 2013 : 10 et 14), on peut dire, à la lecture des résultats de notre enquête², toujours en cours, que cette *violence refusée* (quelle que

2. Deux configurations ont été étudiées : (presse, blogs) et des entretiens rétrospectifs Madrid et Barcelone. Pour Madrid, nous réalisés avec des acteurs du mouvement, le nous appuyons sur des sources secondaires groupe Noviolencia 15-M notamment. Pour

DROIT DE SUITE

soit la dimension performative qu'implique un tel message) témoigne au moins d'une volonté des différents groupes présents de se coordonner ou plus précisément, sans exagérer le pouvoir de ces acteurs, de produire une coalition. La violence refusée indique en creux qu'une définition sociale minimale de la situation est à l'œuvre (sans présager du niveau de calcul des acteurs et du degré de conscience) qui assure, un temps, une continuité entre différents groupes, lesquels ne se connaissent pas tous nécessairement, ne partagent pas forcément les mêmes orientations et répertoires mais dont les différents cadrages convergent vers un dénominateur commun : ne pas utiliser la violence, ou du moins la contrôler. Cette dissimulation ou cette suspension dessine un moment, même fragile et contesté, pendant lequel des participants essayent de donner (cela reste un projet) une définition conflictuelle du politique, qui ne soit pas lestée par un enjeu polarisant, rupturiste ou nationaliste en particulier, et remettent en scène les acteurs d'un *possible conflit* entendu précisément comme l'antithèse de la violence (Wieviorka, 2005).

Cette coopération conflictuelle mais non violente parvient à créer un consensus normatif, une coordination expliquant la stabilisation de cette conjoncture improbable brève – deux mois – (Dobry, 1995). Mais si ce consensus neutralise la violence, c'est aussi parce que, d'un côté, des acteurs potentiellement violents, qui ont fait, savent faire, ne veulent pas ou plus faire usage de la violence, et que de l'autre, l'État, pris dans une configuration originale, ou estimant que la « menace » n'est pas aussi grande qu'on voudrait bien le croire, ne met pas en place une politique répressive aussi dure que dans d'autres configurations d'affrontement. C'est pourquoi il

Barcelone, marquée par un contexte nationaliste puissant et des activismes violents historiquement forts, nous nous servons d'un travail de terrain réalisé entre les mois de mai 2011 et septembre 2011. Pendant ces quatre mois, nous avons navigué entre le centre de Barcelone et Terrassa, une ville ouvrière de 212 000 habitants située à 25 km de Barcelone connue pour le travail de ces activistes « antisystèmes » et son centre autogéré Ateneu Candela. Nous avons observé deux acampadas (campements installés dans des espaces publics) et participé à

des réunions tout en ayant de nombreux échanges informels avec des indignés, des amis, des collègues, des « institutionnels », policiers notamment (services d'analyse des Mossos d'Esquadra, la police catalane, et le chef de la police de Terrassa), alors que nous étions professeur invité à l'Université Autonoma de Barcelona (IGOP) entre février 2009 et octobre 2011. Nous sommes ensuite revenu vers certains acteurs entre mai 2012 et novembre 2013 afin de réaliser des entretiens plus approfondis.

est bien d'analyser la structure de ce consensus de manière dynamique et ouverte, pour ce qu'elle est réellement, en ne négligeant pas, pour commencer, un facteur clé, celui de la surprise, de l'irruption imprévue, et en tenant compte de l'incertitude de la situation, d'une violence qui rôde, mais que l'on parvient à contrôler et à dissimuler.

Ainsi, si les militants qui pourraient agir violemment³ n'agissent pas, c'est d'abord qu'ils ont été dépassés voire qu'ils ignoraient ce qui se tramait « en douce ». Une fois que la mobilisation a pris, alors on peut estimer si elle est contrôlable, puisqu'on sait alors quelles sont les forces en présence. En effet, c'est quand une mobilisation de ce type décolle, massivement, que les coûts de la violence disparaissent ou apparaissent – c'est selon –, et non pas l'inverse. Alors ces dynamiques peuvent en un instant tourner à l'affrontement ou, à l'opposé, prendre de l'ampleur, s'installer, durer, s'organiser.

Information et anticipation de la mobilisation : ceux qui savent et ceux qui ne savent pas

L'information dont disposent les uns et les autres dans une action collective est un facteur clé pour comprendre comment s'enclenche puis se structure la dynamique de groupe (Olson, 1978). Or, force est de constater que le projet d'un « 15-M » s'est forgé en silence à partir de l'automne 2010. Lorsqu'il s'est dévoilé, il a surpris par son ampleur d'abord les militants eux-mêmes, ceux qui ont travaillé clandestinement mais surtout les militants traditionnels qui ignoraient ce qui se fomentait en silence dans le confinement des réseaux sociaux. Il n'a alors plus été possible de contrôler le mouvement, ce qui explique que les militants agissent en leur nom propre et non en tant que membres d'un collectif⁴.

3. Même si cette violence est moins structurelle en Catalogne qu'au Pays basque, plus sociale en Catalogne et nationaliste au Pays basque.

4. Nous faisons ici référence à nos entretiens avec A1 les 28 janvier 2012 et 5 février 2013 et avec G., les 3 mai 2012 et 29 avril 2013.

• A1 a 28 ans. Il est militant anticapitaliste. Il a une longue histoire de militantisme avec des intermittences. De 1998 à 2004,

il fait partie de la gauche indépendantiste catalane. Il connaît ensuite le chômage et reprend des études de science politique à l'Universitat Autònoma de Barcelona (foyer de la contestation sociale en Catalogne) et se spécialise dans l'économie solidaire et autogestionnaire. En 2010, il entre à *Revolta Global*, une branche catalane du parti *Izquierda Anticapitalista (IA)*.
• G. a 30 ans, vient de l'extrême gauche où elle

Un rendez-vous fomenté en secret par de « nouveaux » activistes

Les leaders indignés officiels, la plupart hyperintellectualisés, ont travaillé en secret dès l'automne 2010 pour lancer ce qui deviendra le collectif Democracia Real Ya (DRY), une des plateformes les plus médiatiques du 15-M (Álvarez *et al.*, 2011). Ces derniers sont issus de différents groupes, des collectifs parfois très minoritaires inconnus jusqu'à la date du 15 mai 2011, nés sur des plateformes digitales formées *via* Facebook, qui se sont agrégés pour construire l'appel à la mobilisation du 15-M. Un mouvement d'une telle ampleur médiatique n'était sûrement pas prévisible. Pourtant, les choses se préparent chez certains dans le secret de microhistoires et de subjectivités croisées, à la fois globales et locales, qui s'agrègent dans l'instant. Pour le démontrer, nous prendrons l'exemple du parcours de Klaudia Álvarez, responsable de la communication dans l'organisation DRY à Barcelone, en tentant de reconstruire le récit de la subjectivation de son expérience⁵.

Trajectoire et subjectivation d'une « indignée »

Quand on interroge cette militante selon la méthode biographique, il apparaît que l'échelle transnationale, les événements du printemps arabe de 2011 ou les crises d'Islande, de Grèce, les mobilisations au Portugal quelques semaines plus tôt ont nourri sa prise de conscience (Bourdieu, 1997). Pour ce leader du collectif DRY, rien n'aurait été envisageable sans ces événements internationaux. Mais la densité de son parcours montre qu'à l'inverse les échelles locales, intimes, sont primordiales dans la construction de soi.

a milité toute son adolescence. Elle a ensuite milité dans des organisations trotskistes pour adhérer, à partir de 1999, à l'altermondialisme. Elle définit son « "altermondialisme" non pas comme une appartenance à un groupe politique, mais comme une participation à des campagnes concrètes, contre la politique de la Banque mondiale, la guerre en Irak (2004)... ». Actuellement, elle ne milite pas mais participe à différents collectifs et intervient très souvent dans les médias pour défendre un projet « à la gauche de la

gauche », considérant que « l'assembléisme a ses limites ». Elle est professeure universitaire associée. Chez les « indignés », elle a joué un rôle de médiation entre le mouvement de base et des syndicats et des partis, « pour convaincre des leaders de ne pas sous-estimer et déprécier les indignés ».

5. Deux premiers entretiens ont été réalisés les 28 janvier 2012 et 5 février 2013 par courrier électronique et Skype, puis deux autres, biographiques, les 5 et 12 novembre 2013.

Nulle mobilisation n'est possible sans la coalition, le moment venu, de ces expériences longues et secrètes sédimentées localement. Quelles que soient les représentations, le mieux est sans doute d'essayer de penser ces échelles mentales sans les opposer, dans une même dynamique, l'une transnationale, remplissant une fonction symbolique de prise de conscience par chacun d'une communauté de souffrance globalisée, l'autre locale, permettant d'activer et d'agrèger par l'expérience des subjectivités construites en silence.

À l'échelle locale, l'engagement de Klaudia Álvarez montre qu'elle ne vient pas de nulle part. Elle est née en 1976 à Cornellà, une ville de la banlieue ouvrière de Barcelone dont la population a fortement augmenté avec l'arrivée d'une immigration andalouse dans les années 1960 puis d'Afrique du Nord dans les années 1990-2000. Elle est fille unique, issue d'une famille de classe moyenne. La mère est institutrice et le père est électricien, indépendant, propriétaire de son propre atelier jusqu'en 2008. Il n'y avait pas forcément d'ambiance politique dans la famille. Ses seuls souvenirs datent des années de la transition postfranquiste vers la démocratie et des manifestations de rue du début des années 1980. Elle a toujours été observatrice sans forcément s'engager. À 18 ans, elle entre en « communication à la UAB » (Universitat Autònoma de Barcelona) de 1994 à 1998, puis elle bénéficie d'un Erasmus à Lisbonne, où elle repart pour travailler entre 2000 et 2002 enchaînant les petits boulots (traductions, cours d'espagnol, serveuse...). Elle revient à Barcelone en 2002 et devient professeure contractuelle de la Generalitat de Catalunya, le gouvernement catalan, à Terrassa, Sabadell, etc., pendant dix ans (2002-2012). Depuis 2002, elle a travaillé pour diverses institutions éducatives de cycles professionnels non universitaires et enseigne les techniques de communication audiovisuelles, Photoshop, le multimédia, la photographie, la sonorisation, etc., à la Zona Franca de Barcelone, Ecole d'Arte, à Sabadell et enfin à Terrassa.

Monde universitaire et prise de conscience de la violence sociale

Entretemps, en 2008, elle a repris ses études d'art à l'Universitat de Barcelona (UB) puis s'est inscrite en master 2 de gestion culturelle. Dans sa trajectoire, une première rupture biographique apparaît en 2009, un épisode qui a justement à voir avec la violence : « [...] j'ai repris mes études après dix ans de travail, et j'ai vu une université sans cantine, sans lieu pour simplement

DROIT DE SUITE

manger, des édifices dégradés, des budgets en chute, *Bellas artes, ultimo mono de la casa*. Le toit me tombait sur la tête, les bourses étaient toutes supprimées. La crise de 2008 m'a affectée directement mais je travaillais pour des administrations, je pouvais vivre quand même. Mais j'ai pris conscience avec mes amis qui se précarisaient gravement, dix heures de travail pour un salaire de misère. Et puis il y a eu mes parents. Mon père qui était à son compte a subi la crise de plein fouet, cinq ans avant la retraite. Mais il y a surtout eu la réforme du plan de Bologne en 2008. Cela a été une excuse pour couper les budgets, donner plus de travail aux profs, entraînant une dégradation sans précédent de leurs conditions de travail. Moi, j'ai perdu la moitié des crédits que j'avais gagnés dans mes études antérieures. Les emplois du temps étaient incompatibles avec mon travail : ceux qui doivent travailler ne peuvent plus étudier. J'ai alors lutté avec d'autres plus jeunes que moi contre cette réforme à la UB et en mars 2009, le 18 précisément, les Mossos nous ont délogés violemment du rectorat que nous occupions pacifiquement. Ils ont cassé le bras de mon amie. Ce fut un choc. Comment la police démocratique de Catalogne pouvait faire cela et user de la violence contre ses étudiants ? Ce fut aussi un désenchantement politique : un gouvernement de gauche tripartite a donné l'ordre d'entrer dans une université pour frapper des étudiants ! J'ai dû tout abandonner en définitive : c'était comme lutter contre un monstre ; je travaillais, je ne pouvais pas suivre les cours et les frais d'inscription avaient beaucoup augmenté. » La période qui va de l'été à l'automne 2010 constitue une seconde phase de prise de conscience. Klaudia s'inscrit dans un autre master, puis abandonne en décembre. C'est l'époque des révolutions arabes, de la crise en Islande, et elle s'investit dans l'animation de comptes collectifs sur Twitter et Facebook pour chercher des informations, échanger des points de vue. Elle entre alors en contact avec le groupe « No les votes » issu de la lutte contre la ley Sinde, un manifeste de jeunes avocats et activistes en faveur du boycott des partis politiques qui ont voté cette loi, et avec d'autres collectifs créés *via* Facebook, le groupe Estado de Malestar notamment. C'est le début d'une coordination qui se forge durant l'automne 2010, et qui deviendra DRY au printemps 2011.

Une violence cachée ou retenue

La violence cachée :
un système interne de gestion / médiation

Une fois la mobilisation devenue massive et organisée en campements statiques, l'éventuelle violence interne a d'abord été gérée par la mise en place d'un système de médiation et de contrôle social interne. Des commissions de *respeto* (respect) animées par des psychologues, des juristes⁶ ont géré les tensions entre individus ainsi que les relations avec l'extérieur et notamment la police, surtout dans les moments particulièrement sensibles. Deux exemples peuvent être donnés. Le premier est la gestion d'une affaire d'agression sexuelle présumée sur une indignée de Madrid. Au début du mois de juin 2011, la commission « féministe » des indignés, *feminismoSol*, annonce qu'elle quitte les campements sans abandonner la lutte afin de dénoncer des agressions sexuelles contre des femmes bien au-delà des comportements sexistes et homophobes à l'intérieur des campements (Ezquerro, 2012). En outre, elle met en cause l'attitude de la commission légale, *LegalSol*, et son refus de dénoncer publiquement ces actes⁷. Quand on prend le temps de lire les blogs et les échanges entre indignés sur cette affaire, on comprend que l'attitude des médiateurs des commissions *Respeto* et *Legal* a consisté à gérer cette affaire (comme d'autres) en interne, en évitant de médiatiser ce qui aurait contribué à affaiblir le mouvement, dont le crédit était déjà entamé par une campagne médiatique agressive en ce début du mois de juin 2011. Un second exemple de ce travail de médiation peut être donné avec le débat que les indignés ont eu à Madrid sur la façon de continuer la lutte après deux semaines de campements. Sur un plan matériel, ces mobilisations sont en effet très coûteuses en temps et en énergie pour leurs promoteurs. Dans les *acampadas*, les conditions de vie sont précaires et nécessitent une logistique lourde. Des bénévoles s'organisent pour assurer une présence minimale sur ces lieux. Les étudiants qui ont terminé leurs cours, au mois de mai, sont présents toute la journée et sont rejoints en fin d'après-midi par des salariés qui restent toute la nuit. Le système de gestion interne de la violence semble

6. Ces commissions fonctionnent toujours : en-terminos-legales-no-hubo-agresion-
voir <<http://noviolencia15msol.blogspot.es/>>. sexual-en-la-acampada-en-sol>.

7. <<http://www.publico.es/espana/380004/>

DROIT DE SUITE

fonctionner mais les gens se lassent. Et des problèmes d'organisation se font jour, des tensions naissent, des vols se produisent. Ils se gèrent de moins en moins facilement, et l'horizontalité du mouvement, le fait que les porte-parole changent rendent difficile à la longue la prise de décision. D'un côté, il y a ceux qui, alertés par la dégradation des conditions de salubrité et l'insécurité dans la vie des campements, pensent qu'il est temps de lever le camp, deux semaines après, début juin 2011. De l'autre côté, les policiers admettent que même si la mobilisation a baissé d'intensité, une intervention policière provoquerait un sursaut de mobilisation comme cela s'est passé à Barcelone. Dans ces moments d'incertitude, un dialogue s'installe entre porte-parole et policiers; la commission de *respeto* travaille quant à elle à maintenir le calme. Quand un problème grave apparaît, les personnes suspectées sont accompagnées hors du périmètre du campement et livrées à la police. Les militants traditionnels participent à ce contrôle social interne. Même si des tensions opposent parfois la police et ces jeunes, les organisations de la gauche radicale, comme *Revolta Global* ou *IU*, ont essayé de contrôler, avec d'autres, ces moments délicats, où tout pouvait basculer dans une direction irréversible. Ils jouent également le rôle de lanceurs d'alerte et sensibilisent les nombreux néophytes aux techniques et tentatives d'infiltration des policiers; ils calment ceux, parmi les plus motivés, qui envisagent de se frotter à la police, dans l'affrontement direct. Les militants expérimentés décident de gérer les situations même si ces dernières ne sont pas aussi dangereuses que l'on pourrait le croire, et ce positionnement fait que la violence perd en partie l'un de ses ressorts traditionnels. Les militants comprennent également, sûrement en considérant qu'ils ne sont pas là pour cela, qu'un mouvement d'une telle ampleur n'est pas contrôlable de l'intérieur et qu'il est impensable d'édicter des règles trop strictes, d'autant que la composition sociale du mouvement devient très hétérogène et intergénérationnelle après le 15 mai, des organisations sectorielles comme la plateforme des victimes des hypothèques bancaires (*PAH*, qui deviendra l'une des organisations les plus influentes deux ans plus tard) rejetant toute forme de violence.

La violence retenue 1: une répression limitée

Malgré la dynamique enclenchée et stabilisée dans les campements, des coups sont tout de même échangés ici et là entre police et militants radicaux, mais à aucun moment on assiste à une escalade. Cela s'explique par le système de

gestion interne et par la réception du mouvement dans l'opinion publique, sa victoire symbolique, mais aussi par la retenue de la répression (Combes et Fillieule, 2011) et de la possible violence des *usual suspects*.

Cette situation tranche avec celle, que nous avons eu l'occasion d'étudier, d'une violence de rue nationaliste structurée, comme la *Kale Borroka* au Pays basque, qui n'est pas une violence convulsive, brutale et aveugle ni le fruit d'une quelconque manipulation par une organisation terroriste d'une jeunesse animée par une frustration sociale (Ferret, 2012). La *Kale Borroka* est le produit de conditions historiques nouvelles mais surtout d'une violence autoréférentielle, s'alimentant d'une répression systématique ce qui est aussi le cas, mais avec une moindre intensité, des affrontements durs opposant les « antisystèmes » à la police catalane dans les rues de Barcelone en septembre 2010 et mars 2012. La répression et son ampleur depuis le début des années 1990 au Pays basque et dans les années 2000 en Catalogne n'ont aucune commune mesure avec ce qui a pu être envisagé et réellement mis en œuvre par les polices contre les indignés. Et si la violence circule bien dans et en dehors des campements de mai-juin 2011, elle ne bénéficie pas du même régime médiatique ni du même traitement policier, bien plus clément même s'il faut distinguer les moments flottants, les différentes économies entre conflit et violence selon les configurations.

La violence fondatrice à Madrid

À Madrid, aux premières heures du 15-M, on peut considérer que l'installation des campements à la Puerta del Sol n'est nullement un choix prémédité typique d'un répertoire d'action. C'est une réponse improvisée dans l'instant par quelques dizaines de manifestants pour empêcher les tentatives d'expulsion policière, neutraliser l'affrontement naissant entre police et « antisystèmes » et fixer en un lieu central l'attention médiatique. La massification viendra plus tard. En effet, à la fin de la manifestation du 15 mai 2011, à la Puerta del Sol, un petit groupe de manifestants choisit de remonter la Gran Vía, l'artère principale de Madrid, et de perturber la circulation routière. La police décide d'intervenir alors que plusieurs groupes organisés ont déjà commencé à s'attaquer au mobilier urbain et aux boutiques de luxe. En réponse à ces charges policières une centaine de personnes décident de camper. Une seconde vague policière tente de les déloger, mais après un appel lancé *via* les réseaux sociaux plusieurs

DROIT DE SUITE

centaines d'autres personnes arrivent sur place dans les heures qui suivent. La gestion policière plutôt pacifique de la première manifestation du 15-M dans la capitale, Madrid, a donc directement contribué à changer en un instant la nature de cette mobilisation. Le slogan « Démocratie réelle maintenant » cède la place à un « Occuper la place » (« *Toma la plaza* ») et à un rassemblement de milliers d'individus, ces occupations constituant officiellement, à partir de ce moment précis, un acte de désobéissance civile. De leur côté, prisonnières de la participation élevée et de la présence massive de médias traditionnels concentrés sur la place centrale de la capitale espagnole, les forces de police adoptent une stratégie de retrait entérinée par les directives du ministre de l'Intérieur, Alfredo Pérez Rubalcaba, et, élément très important dans cette configuration, candidat du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à la présidence du gouvernement à l'automne 2011, nourrissant le secret espoir de mobiliser électoralement ces indignés.

L'ombre d'un mouvement négatif : le cas de Barcelone

On veut donner une autre preuve que ce mouvement navigue bien entre non-violence et violence avec la configuration de Barcelone, Plaza de Catalunya. L'incertitude de la période postélectorale et l'arrivée au pouvoir de nouveaux gouvernements municipaux à la fin du mois de mai 2011 transforment pour un temps la configuration non violente des indignés barcelonais. La victoire de la droite conservatrice de *Convergència i Unió* (CIU) à la mairie de Barcelone et au gouvernement de Catalogne dessinent une nouvelle situation d'affrontement, ouvrent une fenêtre d'opportunité à d'autres scénarios. C'est ainsi que le pouvoir municipal décide le 27 mai 2011 de déloger à la première heure les campements de la Plaza de Catalunya, prétendant devoir nettoyer cette place centrale afin d'éviter des éventuels problèmes d'ordre public en prévision de la célébration de la victoire du Barça en finale de la Ligue des champions. Les Mossos d'Esquadra tentent de démanteler le camp et utilisent la violence physique. Les personnes présentes alertent aussitôt les médias *via* Twitter, ce qui génère un flux considérable de messages sur les réseaux et un afflux de plus de 3 000 personnes qui font immédiatement acte de résistance passive. La présence avérée d'agents policiers infiltrés, provocateurs de la violence, est dénoncée et démontrée par des images diffusées en temps réel sur You Tube. Cette opération policière a pour effet de renforcer la cohésion du mouvement qui menaçait de

devenir anti-institutionnel et permet aux groupes anarchistes de faire valoir leurs arguments, leur méthode d'action directe. Mais l'épisode du 15 juin 2011 est d'une tout autre nature et contribue à disqualifier les indignés. Des affrontements opposent une nouvelle fois police et jeunes radicaux qui tentent de bloquer l'accès au parlement catalan, le jour où des budgets d'austérité doivent être approuvés. Des députés catalans sont molestés et le nouveau président de la Generalitat de Catalunya doit quitter les lieux en hélicoptère. À partir de cette date, on peut considérer que le mouvement reprend une forme plus traditionnelle, qui signe la disparition de la forme pacifique originelle et altère l'empathie populaire.

La violence retenue 2: des radicaux pas aussi radicaux que cela

Un dilemme se pose aux différents courants insurrectionnels, néo-anarchistes ou nationalistes radicaux⁸, hétérogènes mais très actifs en Catalogne. Pris dans la situation des indignés, ces activistes, traditionnellement rompus à la déstabilisation, à la destruction de biens publics voire aux affrontements directs avec les forces de police, choisissent d'abord de se retenir ou simplement de ne pas participer à la mobilisation. Ces différents groupes ont réfléchi et pu mesurer le coût de la violence dans ses conséquences physiques et morales les mois précédant mai 2011⁹. Les expériences de 2010 avaient déjà généré de nombreux débats internes dans ces différents groupes et ce, bien avant le 15-M. Ces mêmes activistes *antisistemas* peuvent également apprécier les effets d'une politique répressive qui s'est considérablement durcie depuis 2009¹⁰. Enfin, les conditions singulières du moment indignés, le dispositif statique, l'impossibilité pratique de contrôler une telle configuration, plurielle (ils ne sont plus seuls face à la police), contribuent à leur neutralisation. Les luttes concurrentielles qui peuvent traverser la vie de

8. *Comunistas* (communistes internationalistes), groupes anarcho-libertaires, *autonomos* (communistes libertaires), Black Blocs, CUP (nationalistes catalans radicaux).

9. Les manifestations qui ont eu lieu, par exemple, le 29 septembre 2010 à Barcelone (nous étions présent), lors d'une journée de grève générale en Espagne, se sont soldées par de graves affrontements entre police et

jeunes activistes. Au total, 43 jeunes ont été arrêtés et 81 personnes ont été blessées dans les rangs policiers et chez les *antisistemas*.

10. Voir les solutions préconisées par les Mossos d'Esquadra dans le rapport « Syndrome de Sherwood » circulant sur les blogs des activistes : <<http://directa.cat/sites/default/files/la%20s%C3%ADndrome%20de%20sherwood.PDF>>.

petits groupes d'activistes sont désactivées au sein d'un mouvement qui ne peut être ni représenté ni dominé. Et dans ces conditions vouloir être le plus radical n'a guère de sens.

Okupas sans «K»: de l'affrontement à l'esquive

Une autre famille influente d'activistes antisystèmes, celle des Okupas, par le rôle décisif qu'elle a joué dans la structuration du mouvement¹¹ en Catalogne (ce qui renforce certainement la singularité de cette configuration par rapport à Madrid), a sûrement contribué à contenir la violence. Sous leur forme moderne, les «okupas» peuvent être définis comme des «squatteurs politisés» (Martínez, 2007 a et 2007 b) qui mettent en œuvre une politique d'occupation systématique et de résistance active aux programmes urbains de privatisation d'espaces publics détruisant l'identité d'un certain nombre de quartiers historiques. Ces dernières années, ils se sont en quelque sorte sédentarisés, en se spécialisant dans l'animation de centres sociaux autogérés. Leur participation active aux campements des indignés officialise l'évolution de leur stratégie, davantage tournée, depuis la fin des années 2000, vers des actions plus localisées. Ce changement d'objectifs, antérieur au 15-M, leur a permis de transformer leur image et de rendre leurs actions moins exposées à la répression que celles transnationales, délocalisées, auxquelles ils avaient pu se livrer, avec d'autres groupes altermondialistes, lors de grands sommets, notamment (Haeringer, 2012). Ainsi, l'actuelle lutte contre les expulsions est désormais menée par le collectif Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH), que nous avons déjà évoqué, créé en novembre 2010. Les expulsions sont désormais gérées pacifiquement, ces actions contribuant à modifier l'image de l'occupation, hier marginale, aujourd'hui émancipatrice. Cette dissidence, violemment réprimée jusqu'en 2012, se démocratise, devient légitime et est désormais considérée comme un droit, avec l'appui de professionnels du droit, même si un projet de loi discuté en novembre 2013 menace de criminaliser ce type de répertoire. De même, sur un plan institutionnel, les partis politiques classiques s'ouvrent à

11. Ce matériau a été recueilli auprès des acteurs du centre autogéré Candela Ateneu, à Terrassa.

ces nouvelles formes d'action, à ces sensibilités critiques, ignorées jusqu'alors. La preuve en est que ces contestations massives prennent aujourd'hui la forme de « *mareas* » du nom de vastes rassemblements ponctuels choisissant une couleur symbolisant un thème de lutte. Contrairement aux indignés, ils intègrent plus facilement des syndicats officiels, des partis politiques (Gauche unie, Esquerra Republicana de Catalunya) et donnent naissance à des formes d'organisations politiques hybrides.

Les indignés : un épisode de conflictualisation

Avec le recul, si le 15-M semble s'apparenter à un épisode de conflictualisation, c'est parce qu'il n'est pas apparu comme polarisant aux yeux de l'opinion publique qui n'y a vu qu'un « mouvement positif », posant de bonnes questions. En cela, les indignés ont réussi à éclipser les *usual suspects* tout en valorisant des *unusual*. Trop assurément. La violence bien présente a été cachée, avant et pendant, ou retenue de telle sorte que cette mobilisation a eu pour vertu principale de transcender momentanément les frontières. Elle ne se nourrit pas d'oppositions fortes qui marquent une politique de la différence exagérée, n'est pas lestée par un référent culturel omnipotent (la nation, la révolution, la religion, le global) comme cela peut être le cas dans d'autres configurations d'affrontements. Les acteurs en présence, ceux qui commandent la communication, s'efforcent de produire des mots et un discours neutralisés.

Mais rien n'est acquis et rien ne dit que les polarisations traditionnelles ne resurgiront pas au sein de la jeunesse espagnole pour produire à nouveau de la violence. C'est le cas ces derniers mois en Espagne avec le renouveau du nationalisme catalan qui ouvre à nouveau un espace à la radicalité¹² ou avec la reprise de la *Kale Borroka* au Pays basque. Dans cette crise profonde, c'est donc l'incertitude du rapport conflit/violence qui l'emporte, de telle sorte que deux voies sont ouvertes : celle du renforcement des conduites

12. Après les violents affrontements du 29 mars 2012 qui ont fait 58 blessés chez les policiers et 42 chez les jeunes, certains médias n'hésitent pas à présenter l'Espagne, la Catalogne en particulier, comme le foyer d'un radicalisme néo-anarchiste qui

influencerait des groupes violents de l'Europe entière, préfigurant même une « menace pré-terroriste » : voir <http://www.francetvinfo.fr/monde/europe/violences-a-barcelone-apres-une-journee-de-greve-generale_78345.html>.

violentes lestées par des polarisations renouvelées ou celle de la diffusion, de la dissémination dans de nouveaux collectifs institutionnalisés de pratiques mises en œuvre par les collectifs indignés sur les questions de la démocratie, de l'autoritarisme, ou sur les enjeux sociaux, à commencer par celui du droit au logement.

Références bibliographiques

ÁLVAREZ, Klaudia, GALLEGO, Pablo, GANDARA, Fabio, et RIVAS, Óscar, 2011, *Nosotros, los indignados: Las voces comprometidas del #15-M*, Barcelone, Ediciones Destino (traduction française, 2012, éditions Jacob-Duvernet).

AROSTÉGUI, Julio, 1994 «Violencia, sociedad y política: la definición de la violencia», *Ayer*, n° 13, p. 17-56.

BOURDIEU, Pierre, 1997, *Méditations pascaliennes*, Paris, Éditions du Seuil.

COMBES, Hélène et FILLIEULE, Olivier, 2011, «De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire», *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 6, p. 1047-1072.

DIANI, Mario, 2011, «The "unusual suspects": radical repertoires in consensual settings», in *Violent Protest, Contentious Politics, and the Neoliberal State*, Seraphim Spheriades et Hank Johnston (éd.), Londres, Ashgate.

DOBRY, Michel, 1995, «Les causalités de l'improbable et du probable. Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale», *Cultures & Conflits*, n° 17. Consultable en ligne: <<http://conflits.revues.org/index322.html>>.

EZQUERRA, Sandra, 2012, «Feminist practice in the 15-M movement: progress and outstanding issues», 12 juillet. Consultable en ligne: <https://www.google.fr/url?sa=f&rct=j&url=http://www.opendemocracy.net/sandra-ezquerra/feminist-practice-in-15-m&q=&esc=s&ei=x7GUUufsGPKa1AWL9YC4CA&usg=AFQjCNHhUe1Zh1f2G93IR-tge9_TFloXdA>.

FERRET, Jérôme, 2012, «Crise sociale, question nationale et violence urbaine. Retour sur la mystérieuse *Kale Borroka* en Espagne / Crisis social, cuestión nacional y violencia urbana. La misteriosa *Kale Borroka* en España», *Papeles del CEIC*, vol. 2, n° 84, septembre.

FUNES RIVAS, María Jesús, 2006, «De lo visible, lo invisible, lo estigmatizado y lo prohibido», *Revista de Estudios de Juventud*, n° 75, p. 11-27.

GENYIES, William, 2000,
«De la violence politique aux violences urbaines: le cas espagnol»,
Les cahiers de la sécurité intérieure,
n° 40, p. 195-215

HAERINGER, Nicolas, 2012,
«L'importance des mouvements Occupy comme forme politique et les défis que rencontrent leurs militants soucieux de construire des espaces internationaux de coordination», communication donnée dans le cadre du colloque international «Théories, pratiques et conflits autour de l'émancipation humaine / Theories, practices and conflicts about human emancipation, 1789-2012», université de Lausanne, 25-27 octobre: voir <<http://www3.unil.ch/wpmu/ple/2012/07/limportance-des-mouvements-occupy-comme-forme-politique-et-les-defis-que-rencontrent-leurs-militants-soucieux-de-construire-des-espaces-internationaux-de-coordination/>>.

JURIS, Jeffrey, 2010,
«Reinventing the rose of fire: anarchism and the movements against corporate globalization in Barcelona»,
Historia Actual Online, n° 21, p. 143-155.
Consultable en ligne: <<http://www.historia-actual.org/Publicaciones/index.php/haol/issue/view/28>>.

LARZILLIÈRE, Pénélope,
PETRIC, Boris
et **WIEVIORKA, Michel**, 2013,
«Révolutions, contestations, indignations», *Socio*, n° 2, p. 6-24.

MARTÍNEZ, Miguel, 2007 a,
«The squatters' movement: urban counterculture and alter-globalization dynamics», *South European Society & Politics*, vol. 3, n° 12, p. 379-398.

–, 2007 b, «La especulación urbana: persistencias estructurales y resistencias sociales», *Intersticios*, vol. 1, n° 1, p. 37-47.

MIR CALVO-GARCIA, Jordi, 2011,
«Breves reflexiones sobre la aparición de episodios violentos en un acto de desobediencia civil ante el parlament de Catalunya», CEMS en moviment, Universitat Pompeu Fabra, 18 juin. Consultable en ligne: <<http://cemsenmoviment.wordpress.com/2011/06/18/breves-reflexiones-sobre-la-aparicion-de-episodios-violentos-en-un-acto-de-desobediencia-civil-noviolenta-ante-el-parlament-de-catalunya/>>.

NEGA, 2011,
«Cultura y estética del 15-M: de eslóganes y falsos profetas», *Kaos en la red*, 2 juillet. Consultable en ligne: <<http://old.kaosenlared.net/noticia/cultura-estetica-15-m-esloganes-falsos-profetas>>.

POSTILL, John, 2013,
«Spain's indignados and the mediated aesthetics of nonviolence», 14 juillet. Consultable en ligne: <<http://johnpostill.com/2013/07/14/spains-indignados-and-the-mediated-aesthetics-of-nonviolence/>>.

OLSON, Mancur, 1978 [1965],
Logique de l'action collective, Paris, Presses universitaires de France.

TILLY, Charles
et **TARROW, Sydney**, 2008,
Politiques(s) du conflit. De la grève à la révolution, Paris, Presses de Sciences Po.

WIEVIORKA, Michel, 2005,
La violence, Paris, Hachette littératures.